

Avis de tempête pour l'assurance MRH : les dangers du changement climatique

Executive summary : L'assurance habitation protège les biens des assurés en cas de sinistre dans leur logement, cependant, le changement climatique accroît les risques liés aux événements météorologiques extrêmes, ce qui impacte les primes d'assurance et la couverture offerte. Pour y faire face, les assureurs adaptent leurs stratégies en utilisant des outils de modélisation avancés et en développant des produits spécifiques aux catastrophes naturelles. À ce titre, l'utilisation des données et la prévention sont essentielles pour réduire les coûts et gérer les sinistres.

L'assurance habitation est essentielle pour protéger les biens d'un assuré en cas de sinistre dans son logement. En France, elle est obligatoire pour les locataires de logements meublés et les copropriétaires. Cette assurance, connue sous le nom de multirisque habitation (MRH), offre différents niveaux de protection en fonction du statut de l'occupant. L'assurance habitation vise à maintenir la valeur du patrimoine pour les propriétaires occupants, en incluant les biens meubles, les améliorations apportées au logement et les biens professionnels. Pour les locataires, elle permet de déclarer la valeur des biens meubles dans le logement et de se protéger contre les dommages relevant de leur responsabilité locative envers le propriétaire.

Un modèle de tarification à revoir

La tarification de l'assurance habitation est basée sur des critères tels que la surface du bien, le nombre de pièces principales et les éventuelles dépendances. D'autres facteurs de tarification communs comprennent la zone géographique, les matériaux de construction utilisés (leur résistance au feu et au vent) et le type de voisinage (toiture commune ou contiguë). Le risque d'occurrence d'un sinistre est aussi utilisé afin de définir la tarification d'une police d'assurance MRH. Cela explique pourquoi les risques induits par le réchauffement climatique pose des problèmes structurels pour les acteurs de l'assurance sur ce secteur. En effet, il ne fait aucun doute que l'enjeu majeur pour le secteur de l'assurance habitation à court, moyen et long terme est la multiplication des sinistres couplée à l'augmentation des coûts de ces derniers.

En France, 2022 a été qualifiée par France Assureur d' «annus horribilis» avec une facture climatique de près de 10,6 milliards d'euros. Les principales raisons de ce montant faramineux

sont l'enchaînement d'une sécheresse historique et des épisodes de grêle très intenses sur tout le territoire, avec près d'une commune sur deux touchée dans l'hexagone. Avec la sécheresse, le retrait gonflement des argiles (RGA) est un risque de plus en plus coûteux pour les assureurs avec plus de 10 millions de maisons individuelles menacées. Cette année 2022 s'inscrit pourtant dans un cadre de forte augmentation des risques liés aux phénomènes naturels, le nombre de catastrophes naturelles est 4 fois plus important en 2010 par rapport à 1970. Cela conduit à une augmentation forte des coûts des acteurs de l'assurance dans ce secteur, ainsi la période 2016-2019 a vu son coût presque doubler en comparaison avec la période 1990-2009. Cela a donc contraint les assureurs MRH à augmenter leurs tarifs ainsi en 2022, 30 à 40% du risque porté par l'assurance habitation est lié au climat contre 20 à 25 % il y a encore de cela 10 ans.

De manière plus insidieuse, le réchauffement climatique peut même impacter les assureurs lors de la cotation des risques. En effet, les changements induits par ce phénomène ne peuvent se faire sur la base des événements passés, rendant une stricte analyse statistique insuffisante pour déterminer avec précision les nouveaux risques. La multiplication des phénomènes extrêmes, et leur occurrence de plus en plus élevée faisaient déclarer à Denis Kessler président du réassureur Scor : « L'assurabilité même des risques pourrait être remise en question si les catastrophes naturelles devenaient récurrentes. Car s'il n'y a plus d'aléa et que le risque devient certain, l'assurance disparaîtra ». Si l'assurabilité même de certaines régions apparaît compromise à cause du réchauffement climatique, il pourrait être tentant de se rassurer avec l'existence du régime Catastrophes Naturelles (CAT NAT), malheureusement cela ne peut être une solution pérenne sur le long terme.

Un régime CAT NAT non suffisant

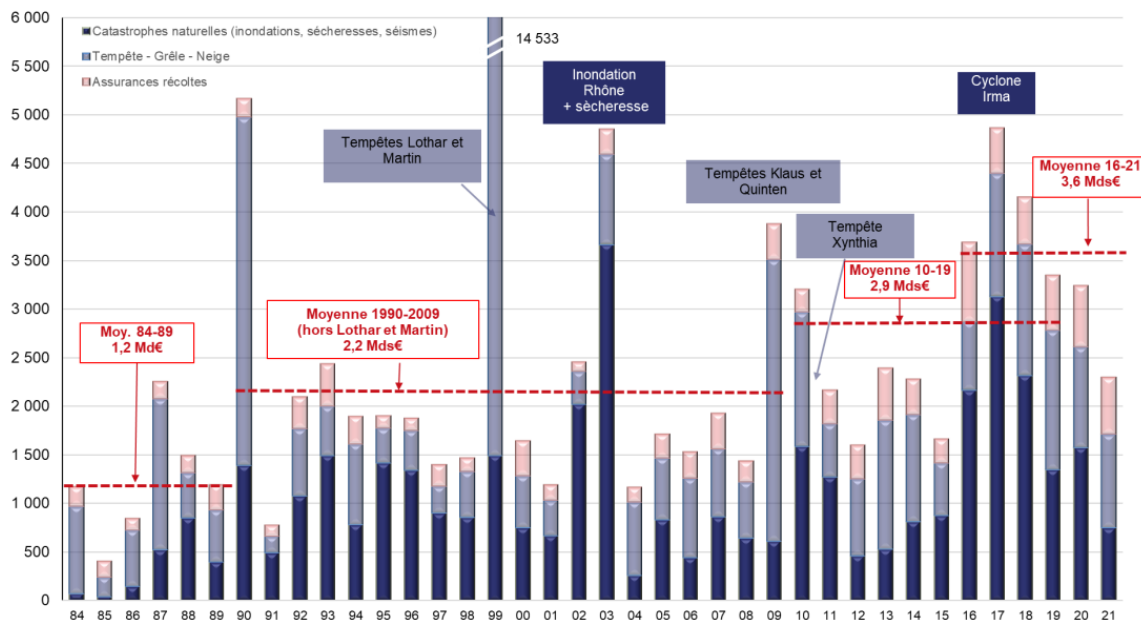
Le régime CAT NAT en France est un dispositif crucial pour indemniser les victimes de catastrophes naturelles. Partenariat public/privé il est fondé sur un double système de garantie : les sociétés d'assurance proposent et gèrent les contrats d'assurance contre les dommages aux biens, et elles se réassurent auprès de la Caisse Centrale de Réassurance (CCR), qui elle-même bénéficie d'une garantie intégrale de l'Etat. Ce régime se concentre sur les dommages matériels causés par des événements spécifiques désignés comme catastrophes naturelles. Ainsi, lorsqu'un tel événement survient, la reconnaissance officielle de l'état de catastrophe est indispensable pour pouvoir activer le processus d'indemnisation. Cela peut prendre du temps, ce qui retarde l'aide aux sinistrés. Les entreprises sont également confrontées à des risques spécifiques liés aux catastrophes naturelles. Outre les dommages matériels, elles peuvent subir des pertes financières importantes en raison de l'interruption de leurs activités. Contrairement au régime CAT NAT, les contrats d'assurance habitation peuvent inclure une couverture pour les pertes d'exploitation, garantissant ainsi la continuité des entreprises et leur permettant de faire face aux conséquences financières de ces événements.

De plus, le réchauffement climatique menace fortement l'équilibre du régime CAT NAT. En effet, en 2022, le coût de la sécheresse est estimé entre 2,4 et 2,9 milliards d'euros, or d'après une étude du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) de 2018, il est estimé que le coût cumulé de la sinistralité sécheresse entre 2020 et 2050, représenterait un coût de 43 milliards d'euros, soit un triplement par rapport aux trois décennies précédentes. Le régime CAT NAT ne serait ainsi plus en mesure de dégager assez de réserves pour couvrir les sinistres à l'horizon

2040. Dès lors, se satisfaire seulement du régime CAT NAT pour affronter les dangers du réchauffement climatique n'apparaît pas être une solution satisfaisante.

Historique de la charge des sinistres des événements naturels en France

(vision par exercice de survenance, en millions d'euros constants 2021)



Source : France Assureurs

L'assurance habitation contrainte de s'adapter

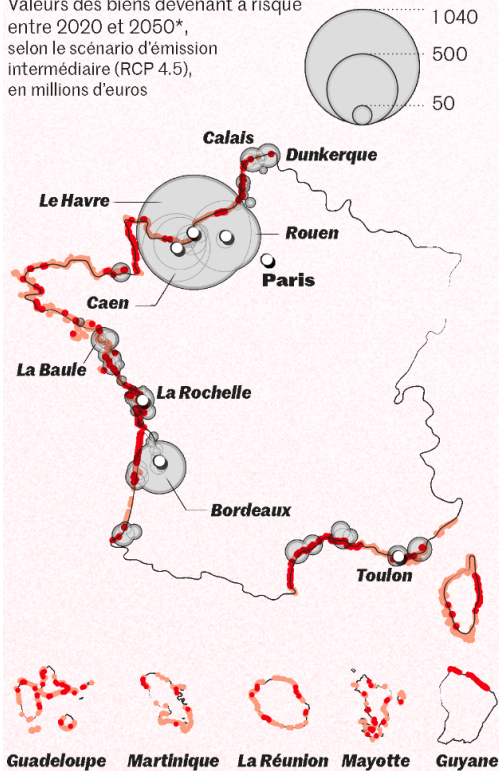
Le changement climatique représente donc un défi majeur pour le secteur de l'assurance habitation. En France, les compagnies d'assurance sont confrontées à des risques accrus liés aux événements météorologiques extrêmes tels que les tempêtes, les inondations et les incendies de forêt. Les tempêtes, plus fréquentes et plus violentes augmentent les dommages structurels aux habitations. Les toits s'effondrent, les fenêtres se brisent et les murs sont détruits. Les précipitations plus intenses et l'augmentation du débit des cours d'eau augmentent les risques d'inondation. Les épisodes de chaleur et de sécheresse prolongées favorisent la propagation des incendies de forêt.

Pour les propriétaires vivant près des côtes, l'élévation du niveau de la mer est une préoccupation majeure. Le recul du trait de côte atteint à certains endroits du littoral plus de 0,5 mètres par an, et l'extension des surfaces inondées à l'horizon 2050 est supérieure de 15% à certains endroits de l'hexagone par rapport à 2022. Ces risques d'inondations côtières mettent en péril les maisons situées dans ces zones comme en atteste l'infographie ci-dessous tirée du décryptage : « La Menace d'une France Inassurable » publié le 9 juillet 2023 par Le Monde.

Recul du trait de côte

- supérieur à 0,5 mètre par an
- inférieur à 0,5 mètre par an

Valeurs des biens devenant à risque entre 2020 et 2050*, selon le scénario d'émission intermédiaire (RCP 4.5), en millions d'euros

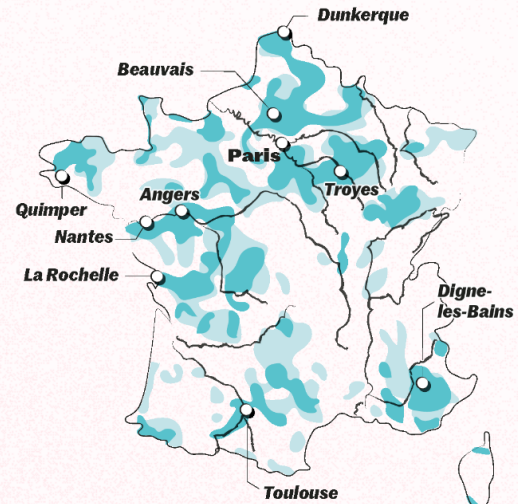


* En France métropolitaine

Sources : Callendar Climate intelligence ; Géolittoral ; CCR ; Caisse centrale de réassurance

Extension des surfaces inondées à l'horizon 2050

- supérieure à 15 %
- de 5% à 15 %



La nouvelle donne climatique, induit donc des chamboulements importants pour les différents assureurs. Face à ces défis, les assureurs adaptent leurs stratégies pour faire face au changement climatique. Ils utilisent des outils de modélisation avancés pour évaluer les risques, développent des produits d'assurance spécifiques aux catastrophes naturelles et encouragent les mesures d'atténuation des risques pour les propriétaires. Pour pouvoir répondre à ces nouveaux besoins et pour continuer à opérer malgré les difficultés croissantes sur le secteur de l'habitation, plusieurs solutions existent pour faciliter l'assurabilité des différents risques. Parmi elles, deux attirent notre attention **l'utilisation de données (data)** en améliorant les modélisations des assureurs afin de proposer l'offre la plus adaptée au besoin de l'assuré. **La prévention des risques**, permet aussi de faciliter le dialogue entre assureur et assuré afin de réduire la gravité des sinistres potentiels.

Mieux prévoir avec la Data

L'utilisation de la data est cruciale dans le domaine de l'assurance. Les assureurs exploitent les données pour déterminer les primes d'assurance en fonction des caractéristiques du bien à assurer, comme la nature du terrain, les coordonnées GPS, le type de construction et la proximité des autres bâtiments. Les données permettent également aux assureurs de détecter les risques en amont, de personnaliser les offres, de lutter contre la fraude, de cibler la prévention et de mieux gérer les sinistres. Les données sont utilisées tout au long du contrat d'assurance, de la souscription au renouvellement. Elles permettent de détecter les évolutions du bien immobilier, de l'environnement et des risques, et d'actualiser les primes d'assurance en conséquence. Pour

les sinistres climatiques, les données météorologiques, les modèles climatiques et les informations géospatiales sont utilisées pour évaluer les risques associés aux événements météorologiques extrêmes. Toutefois, il est important de faire preuve de prudence dans l'utilisation des données, en respectant la vie privée des individus et en veillant à une exploitation responsable de ces informations. Si la data est un outil d'analyse précieux, il revient à l'homme de l'utiliser de manière responsable.

Mieux vaut prévenir que guérir

La prévention joue un rôle essentiel dans le domaine de l'assurance, car elle permet de faire face aux sinistres potentiels et de réduire les coûts associés. Les assureurs peuvent agir sur plusieurs fronts pour prévenir ces risques, notamment en sensibilisant les assurés aux dangers environnementaux, en évaluant les risques et en proposant des solutions préventives. Il est par exemple possible de rappeler à ses assurés l'obligation d'entretenir ses espaces verts pour réduire les risques d'incendie. Il peut aussi être possible de confirmer avec les assurés si les habitations sont bien aux normes antisismiques en vigueur. Il est aussi possible d'inciter les assurés à poser des membranes semi-perméables pour limiter les mouvements d'eau sous les maisons. Les assureurs peuvent aussi mettre en place des solutions pour faciliter la prévention, RiskCare.eu développé par Generali France est une solution digitale collaborative de gestion des risques industriels, avec pour objectif de créer un écosystème interactif entre les assureurs et leurs clients afin de mieux appréhender les risques, les cartographier précisément et agir pour les limiter.

En définitive, le réchauffement climatique et ses dangers va jusqu'à menacer le modèle d'assurance actuel. Pour assurer, il faut à la fois être capable d'estimer la probabilité qu'un sinistre se produise et pouvoir compter sur le fait que tous les aléas couverts ne peuvent pas se produire simultanément. Seulement les changements induits par le dérèglement climatique ne peuvent être analysés dans un cadre statistique stable. Cependant, il existe des solutions. Ainsi, coupler la technologie (utilisation de la data) avec le bon sens (prévention) permettrait de réduire de manière significative les coûts liés au réchauffement climatique tout en continuant à opérer sur le secteur de l'assurance habitation.